

Mme le Président: Très bien. La parole est au député d'Edmonton-Strathcona.

LES RELATIONS DU CANADA AVEC LES PAYS DES ANTILLES

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Relations extérieures. Ne convient-il pas que les événements de la semaine dernière montrent que ni les pays des Antilles, ni les États-Unis n'ont fait confiance au Canada à propos de leurs projets concernant la Grenade? Ne convient-il pas que c'est bien la preuve que quiconque cherche à contenter tout le monde, n'a plus la confiance de personne? Peut-il nous dire aussi pourquoi c'est le ministre chargé du Commerce international, et non lui-même, qui répond aux questions à ce sujet?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, je réponds aux questions à ce sujet à titre de secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Quant à la déduction qu'en tire le député, madame le Président, je dirai qu'il est certainement assez perspicace pour comprendre que, si le Canada n'a pas été consulté, c'est parce qu'il a la réputation d'être un pays pacifiste, qui hésite à participer à toute intervention militaire.

Je signale au député par votre entremise, madame le Président, qu'après la réunion des pays des Antilles membres du Commonwealth et une fois que Trinidad et Belize ont eu déclaré qu'ils s'opposaient à une intervention militaire, aucun pays n'a été consulté—même pas Trinidad qui est le pays le plus près de la Grenade—sauf ceux de la région qui s'étaient déjà déclarés favorables à une invasion. On ne voulait pas par des consultations risquer de retarder les choses ou être prié d'examiner soigneusement des moyens d'action autres qu'une invasion.

LE CONTENU DU TÉLEX EN PROVENANCE DE LA BARBADE

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Madame le Président, le ministre aurait-il d'abord la bonté de faciliter les travaux de la Chambre en déposant le télex dont il a parlé? Je voudrais en outre savoir qui ne dit pas la vérité. Lui ou le premier ministre Tom Adams que je connais depuis longtemps, et dont je connaissais le père, est un homme honorable. Or, il dit avoir avisé notre haut-commissaire à la Barbade qu'une intervention militaire semblait être la seule réponse possible.

M. Pepin: Par qui?

M. Forrestall: Dites-nous qui dit la vérité. Le ministre ou M. Adams?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, je connais M. Tom Adams depuis longtemps. Il siégeait au même comité que moi lorsque j'étais président de l'Association parlementaire du Commonwealth. J'ai beaucoup de respect pour lui. Je ne pense pas qu'il soit question de savoir qui dit la vérité. Je demanderai au député de lire les diverses versions du Nouveau Testament écrites par les divers apôtres.

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Regan: Il verra alors que les gens se souviennent de certains faits de diverses façons et sous diverses perspectives. Selon moi, ce qui s'est passé dans ce cas-là, c'est que lors d'une discussion, M. Noble Power a eu l'occasion, en tant que notre haut-commissaire, de prendre bonne note, comme les hauts-commissaires sont habitués à le faire, du contenu de la discussion et d'en faire rapport immédiatement. Cela contraste avec les souvenirs de M. Tom Adams quelques jours plus tard, après qu'il eût à s'occuper de très importantes questions en tant que participant à l'invasion.

M. Mulroney: Madame le Président . . .

Mme le Président: Je serai indulgente, car il s'agit du chef de l'opposition, mais je dois lui dire à l'avance que je ne peux permettre qu'une seule question, car la période des questions est terminée.

ON DEMANDE LE DÉPÔT DU TÉLEX

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, Saint-François d'Assise doit se retourner dans sa tombe en entendant ce que vient de dire l'honorable représentant. Le Carême approche et les députés d'en face vont devoir sérieusement faire pénitence pour se faire pardonner ce genre de réponse.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Le ministre a parlé précisément d'un télégramme important, dans lequel le premier ministre de la Barbade a informé un fonctionnaire d'un fait capital. Peut-il déposer immédiatement à la Chambre ce télégramme et les documents connexes, pour permettre aux députés de se faire une idée et de savoir lequel des apôtres dit la vérité?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, je pensais que le très honorable—pardonnez-moi, le chef de l'opposition . . .

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Vous avez raison.

M. McDermid: Ce ne sera plus long.

M. Regan: Madame le Président, je pensais au prédécesseur du chef de l'opposition qui lui, portait le titre de très honorable. Je voulais dire au chef de l'opposition que je pensais, comme il a fait ses études à l'Université de Saint-François Xavier, qu'il savait que Saint-François n'était pas l'un des apôtres.

M. Mulroney: Je n'ai jamais dit qu'il l'était.

M. Regan: Je dois dire que je suis un peu surpris. Je savais que l'honorable chef de l'opposition avait des lacunes dans certains domaines, mais je pensais qu'il saurait cela. Il représente plus vraisemblablement ici Saint-Thomas, celui qui doute de tout.